



notreDemain

Restitution entretiens élus

Mars 2024

L'AUAT mène un projet de prospective intitulé notreDemain qui vise à mettre en débat des scénarios imaginant différents futurs possibles et désirables pour les territoires de l'aire métropolitaine de Toulouse.

Dans ce cadre, douze entretiens menés à l'automne 2023 avec des élus permettent de partager leurs perceptions du développement de leur territoire, ses points forts et ses faiblesses. Ces élus représentent la diversité des collectivités du territoire concerné (commune, EPCI, SCoT, département).

Des constats partagés sur le modèle de développement des territoires

Une croissance « métropolarisée » sans précédent ...

Le modèle territorial est défini par la métropolisation, c'est-à-dire le processus de concentration de populations, d'activités, de valeur autour de Toulouse et des villes voisines.

Un développement territorial jusqu'ici porté par la croissance économique de l'agglomération toulousaine ayant entraîné un modèle de ville étalée où confort et qualité de vie rimaient avec pavillon et tout-automobile.

Un développement massif, sans contrainte, sous tendant une forme d'ébriété.

Le modèle est aussi structuré par la décentralisation, avec la clarification des rôles des collectivités locales et la montée en puissance des intercommunalités comme territoires pertinents de projets (loi NOTRe de 2015). Des périmètres administratifs et une gouvernance imposée par la décentralisation.

Dans ce contexte, des concurrences entre les territoires existent : elles découlent du désir de chacun d'encourager le développement économique, pour créer des emplois, stimuler la croissance et

améliorer la qualité de vie de habitants (situation économique des habitants, recettes fiscales, capacité d'investissement dans les équipements collectifs...). Cette concurrence est vécue entre intercommunalités ou à l'intérieur de celles-ci.

« Un modèle territorial très consommateur d'espace, de ressources, de temps. »

« Une stratégie politique pensée sur le seul périmètre administratif. »

« Les territoires se battent pour accueillir des entreprises, des médecins... »

... mise à mal par de nouveaux paradigmes

Une capacité moindre des territoires à maintenir cette dynamique de développement sur le temps long car elle met à l'épreuve leurs ressources (logements, infrastructures, foncier, ressources naturelles...).

Au regard des engagements internationaux, européens et nationaux en matière de lutte contre le dérèglement climatique, les dernières évolutions législatives et réglementaires (Loi Climat et résilience, ZAN) contraignent dorénavant le développement des

territoires. La raréfaction de la ressource en eau ou le vieillissement de la population sont aussi des nouveaux éléments prépondérants dans l'orientation du développement des territoires, limitant fortement celui-ci et obligeant à penser des solidarités.

La pression foncière et démographique pesant sur les territoires centraux, la raréfaction des ressources foncières, naturelles et énergétiques rebattent les cartes en imposant de penser de nouveaux modèles économiques et fiscaux, de s'ouvrir à l'idée d'un desserrement économique et résidentiel de la métropole toulousaine pour désaturer cette dernière.

« On subit notre croissance territoriale, on essaie de reprendre la main ! »

« Notre développement territorial lié à l'attractivité économique de l'agglomération toulousaine est démesuré et mal accompagné. »

« Il est nécessaire de mettre en place une solidarité entre les territoires, notamment sur les questions de desserrement économique et de répartition du foncier. »

« On a trop laissé faire la compétition entre territoires. Les territoires se battent entre eux pour accueillir des entreprises. »

Ce qui est en jeu pour les territoires

Les mobilités

- L'offre de transports en commun rapides et connectés aux cœurs urbains
- L'homogénéité du maillage en transports en commun sur le territoire de l'aire métropolitaine.

« L'essence est à 2€ cependant il n'y a pas d'alternative à la voiture. »

« La bonne maille de réflexion n'existe pas encore. »

L'économie

- Le maintien et le développement d'activités économiques locales
- Le développement et la diversification économique des villes moyennes
- Le changement du modèle de développement économique
- Le desserrement économique.

« L'indicateur du dynamisme territorial est à différencier de celui du taux de croissance. »

« L' élu doit adopter une posture de lobbyiste pour trouver les opportunités pour sa commune. »

L'emploi

- L'ancrage des jeunes
- L'attractivité de nouveaux habitants
- Une répartition homogène de l'emploi.

« L'enjeu est de trouver la main d'œuvre pour les entreprises afin de les garder sur nos territoires, mais ces dernières ont du mal à recruter »

« Garder les jeunes sur les territoires en travaillant sur l'offre de formation, de logement et de mobilité. »

L'urbanisme

- Le renouvellement de la ville sur elle-même
- La densité désirable
- La reconnexion entre les lieux de développement économique et les lieux d'habitation poussant la création de « territoires de vie ».

« Rendre désirable la densité. »

« Enjeu de compréhension de la part des élus de la raréfaction du foncier qui passera par la fermeture de zones à bâtir et la densification en cœur de village. »

« Les communes avec des ENAF où il fait bon vivre vont être encore plus attractives et donc plus chères demain. »

« Il est nécessaire d'élaborer une stratégie foncière. »

Le social

- Le maintien des populations les plus aisées sur les territoires urbains
- La mixité socio-spatiale
- La cohésion sociale
- L'accès aux services : soins, éducation, services publics.

« Miser sur la mixité des populations pour ne pas fragiliser les territoires. »

« La répartition des compétences a mis de côté les politiques sociales : éducation, famille, santé, pouvoir d'achat, culture, aides sociales... »

La qualité de vie des habitants / l'écologie

- La promotion d'un développement supportable
- La préservation d'espaces de rencontres de proximité
- La préservation de la nature en ville
- La préservation de la qualité de l'air
- La lutte contre les îlots de chaleur urbains
- La raréfaction de la ressource en eau

« La transformation des secteurs économiques émetteurs de GES comme l'industrie et l'agriculture, le résidentiel ou le transport. »

« On poursuit des enjeux mondiaux de lutte contre le réchauffement climatique mais on ne se rend pas forcément compte que c'est notre modèle de développement actuel, local et nos pratiques locales qui sont questionnés. »

« Tous les élus veulent avoir un territoire attractif, mais qu'entendent-ils par attractif ? »

« Nous avons un retard réel dans la prise en compte des enjeux liés au changement climatique, aujourd'hui on subit, on essaie de reprendre la main. »

La coopération

- Mise en cohérence des politiques de mobilités
- L'identification des bonnes échelles de réflexion en fonction des problématiques
- L'identification d'objectifs/de stratégies communes
- La préservation et le partage des ressources naturelles.

« Partager un cheminement, une vision sans nécessairement partager des outils opérationnels. »

« Il y a un fort besoin de discussion des territoires qui dépendent des mêmes ressources. »

« Alléger le poids démographique et économique de la ville centre. »

« Accepter la complexité. »

« Coopérations territoriales à établir et solutions bilatérales à trouver. »

« Des complémentarités territoriales doivent être coordonnées, par exemple entre lieux d'emploi et lieux d'habitation. »

« Etablir une stratégie c'est saisir des opportunités et prendre des risques. »

« Aujourd'hui nous sommes plus dans de la concurrence que dans la coopération. »

Le politique

- Le détachement des limites administratives
- Le dépassement des convictions politiques.
- L'évolution du maillage territorial et administratif.
- Le renforcement de l'autonomie décisionnelle et financière des collectivités.

« L'enjeu est d'avoir un modèle en rupture avec ce que l'on a connu et de travailler l'acceptabilité avec les élus et les habitants. »

« Resituer la puissance publique au centre du dispositif, les acteurs privés sont des parties prenantes. »

« Se détacher des enjeux de mandature et prendre le temps. »

« Il faut embarquer les élus en responsabilité. »

« Donner les moyens d'agir aux élus et éviter les désenchantements. »

« Besoin fort d'acculturation des élus. »

« Il faut oser ! »

L'implication des citoyens dans la vie publique

- La compréhension et l'appropriation du territoire métropolitain par les habitants
- La compréhension de l'organisation territoriale (rôle, échelle des territoires)
- La compréhension de l'imbrication des enjeux par les citoyens
- L'accompagnement aux changements.

« Positionner les habitants comme relais du modèle de développement. »

« Il existe un enjeu démocratique, avec le décrochage de la population qui a le sentiment d'être exclue. »

« Le lien entre les pratiques des habitants et leurs impacts sur le territoire n'est pas perçu. »

« Il faut embarquer tout le monde, ne laisse personne de côté. »

Les controverses qui émergent des entretiens réalisés

Les phénomènes à l'œuvre sont multiples et en interaction. La mise en perspective des différents entretiens fait émerger certaines controverses :

- Une densité désirable versus un attrait pour la maison individuelle
- Une mobilité collective désirable versus un fort attachement à la voiture
- Un souhait de plus de pouvoir décisionnel et financier local versus des logiques décisionnelles centralisées pour réguler.
- Des relations avec la métropole qualifiées de dépendance, d'effet d'entraînement ou de concurrence par des territoires.

Les défis à relever par les élus

L'analyse des 12 entretiens fait apparaître des points durs sollicitant une attention particulière de la part des élus.

Penser global, agir local : un difficile passage des mots aux actes

Malgré une formation croissante des élus aux enjeux liés au changement climatique et une connaissance des actions à mettre en œuvre localement, toujours une défiance à appliquer les mesures nécessaires sur son propre territoire.

Périmètres administratifs, territoires vécus : le difficile changement de posture des élus locaux

Des élus qui réfléchissent principalement à l'échelle du périmètre d'exercice de leur mandat, une vision à des échelles plus larges et diverses de fonctionnement territorial (bassins de vie, d'emplois, de déplacements, territoires amont-aval de la ressource en eau...) n'étant toujours pas un automatisme. Dans certains territoires le manque d'ingénierie locale peut expliquer ce phénomène.

Gérer l'urgence, préparer l'avenir : l'insoluble équation

Des élus pris dans la gestion des urgences et anticipant peu le moyen/long terme dans les actions mises en œuvre.

notreDemain, une prospective pour un développement souhaitable des territoires

Comment réinterroger la notion de développement territorial pour que celui-ci intègre les enjeux de réchauffement climatique, de mobilités, de préservation des ressources, d'équité et plus globalement de qualité de vie ?

Accepter de se poser collectivement cette question à l'échelle de l'aire métropolitaine de Toulouse permet d'aborder positivement les défis posés par les crises successives.

Le projet notreDemain vise ainsi à imaginer des trajectoires de développement souhaitables pour les territoires, lesquels sont désormais privés de leurs carburants historiques que sont le foncier et le pétrole. Menée dans un cadre informel et au sein d'instances non décisionnaires, la prospective est une invitation à la réflexion qui conduit à s'affranchir des contraintes spatiales des collectivités.